

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-19 du 16 mai 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et la Chine réduisent leurs droits de douane réciproques
2. Le Département du Commerce annonce l'abrogation de l'« AI Diffusion Rule »

Climat – énergie – environnement

3. L'EPA annonce des modifications à la réglementation sur les PFAS
4. Un mémorandum présidentiel demande l'abrogation des normes fédérales sur la pression de l'eau
5. Le Département de l'Énergie annonce une révision d'ampleur de la réglementation énergétique

Transport et infrastructure

6. Le Département des Transports conclut un accord avec l'État du Connecticut pour simplifier et accélérer les procédures d'autorisation des projets de transport

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. La commission de l'Agriculture de la Chambre des représentants adopte le volet agricole de la proposition de loi de réconciliation

Propriété Intellectuelle

8. Le Bureau des droits d'auteur américain prépublie son rapport sur l'utilisation de produits protégés pour l'entraînement de modèles d'intelligence artificielle

Numérique et innovation

9. Les États-Unis et les Émirats Arabes Unis posent la première pierre d'un futur campus de l'IA à Abu Dhabi
10. Le président de la Federal Trade Commission annonce son intention de poursuivre la réduction des effectifs de son agence

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et la Chine réduisent leurs droits additionnels réciproques

Dans une déclaration conjointe [publiée](#) le 12 mai, les États-Unis et la Chine ont convenu de suspendre partiellement, à compter du 14 mai et pour une période initiale de 90 jours, les droits additionnels imposés depuis début avril 2025. Cet accord permet :

- Une désescalade temporaire : les États-Unis abaissent les droits de douane « réciproques » imposés aux importations chinoises depuis le début du second mandat de D. Trump de 115 pts. La Chine s'est également engagée à abaisser de 115 points les droits visant les importations américaines et à suspendre ou supprimer les mesures non-tarifaires prises contre les États-Unis depuis le 2 avril dernier.
- La mise en place d'un mécanisme de négociation : conditionnellement au respect des engagements susmentionnés, les deux pays établiront un mécanisme visant « à poursuivre les discussions sur les relations économiques et commerciales ». Les discussions seront menées, pour les États-Unis, par le Secrétaire au Trésor, S. Bessent, et le Représentant américain au Commerce (USTR), J. Greer, et, pour la Chine, par le Vice-Premier ministre du Conseil des affaires d'État, He Lifeng.

Le 12 mai, la Maison-Blanche a publié un [executive order](#) mettant en œuvre ces engagements et abaissant également les droits prélevés sur les colis de faible valeur. À noter que l'accord ne concerne pas les droits de douane « sectoriels » de 25 % imposés par D. Trump sur les automobiles [voir [Brèves sectorielles du 28 mars 2025](#)] ou l'acier et l'aluminium [voir [Brèves sectorielles du 14 février 2025](#)].

2. Le Département du Commerce annonce l'abrogation de l'« AI Diffusion Framework »

Le 13 mai, le Département du Commerce a [annoncé](#) l'abrogation de la règle sur la diffusion de l'intelligence artificielle ([AI diffusion framework](#) – AIDF) adopté par l'administration Biden le 15 janvier et qui devait entrer en application le 15 mai. Selon le communiqué du Département du Commerce, « les nouvelles exigences [issues de l'AIDF] auraient étouffé l'innovation américaine et imposé aux entreprises de nouvelles obligations réglementaires lourdes. L'AIDF aurait également sapé les relations diplomatiques des États-Unis avec des dizaines de pays en les reléguant au statut de seconde zone ». Le Sous-Secrétaire au Commerce pour l'Industrie et la Sécurité, J. Kessler, a déclaré : « l'administration Trump poursuivra une stratégie audacieuse et inclusive pour la technologie américaine de l'IA avec des pays étrangers de confiance à travers le monde, tout en empêchant que cette technologie ne tombe entre les mains de nos adversaires ».

Brèves

- La commission des Voies et moyens de la Chambre des représentants a [approuvé](#) le 14 mai l'introduction dans la proposition de loi de réconciliation d'une [disposition](#) visant à supprimer d'ici juillet 2027 le régime « *de minimis* » pour l'ensemble des partenaires commerciaux. Ce régime a d'ores-et-déjà été supprimé par décret présidentiel pour les importations originaires de Chine depuis le 2 mai. Pour les autres pays, une suppression a également été annoncée par décret présidentiel, sans date butoir [voir [Brèves sectorielles du 4 avril 2025](#)].
- Le 13 mai, le Département du Trésor a [sanctionné](#) une vingtaine d'entreprises opérant dans plusieurs juridictions et impliquées, à divers niveaux, dans le commerce de pétrole iranien.
- Le 14 mai, le Département du Trésor a sanctionné six individus et douze entités en raison de leur implication dans les efforts visant à aider le régime iranien à se procurer des matériaux critiques nécessaires au développement de missiles balistiques.

Climat – énergie – environnement

3. L'EPA annonce des modifications à la réglementation sur les PFAS

Le 14 mai, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) maintenir les limites de concentration concernant deux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), les PFOA et les PFOS, parmi les 6 couvertes par la « [National Primary Drinking Water Regulation](#) » (NPDWR) du 10 avril 2024. La NPDWR réglemente et définit les limites de concentration des PFAS dans l'eau potable. L'EPA indique toutefois reporter le délai réglementaire de mise en conformité des réseaux de distribution d'eau potable pour les PFOA et PFOS à 2031, au lieu de 2029 comme initialement prévu. Une proposition de règle sera publiée à cette fin cet automne et finalisée au printemps 2026. L'EPA explique que cette mesure vise à soutenir les petits réseaux de distribution, notamment en milieu rural, dans une approche jugée « de bon sens » par l'Administrateur Lee Zeldin.

Un nouveau programme, baptisé PFAS OUT, sera lancé afin de renforcer l'accompagnement technique, logistique et financier des collectivités confrontées à des taux de PFAS supérieurs aux seuils fixés par l'EPA. L'EPA prévoit également de renforcer ses outils réglementaires et de contrôle, tout en collaborant avec le Département de la Justice pour défendre la légalité de la réglementation actuelle devant les tribunaux.

L'EPA mentionne également dans son communiqué « son intention d'abroger les règlements et de réexaminer les déterminations réglementaires » pour les autres substances PFAS couvertes par la NPDWR (PFHxS, PFNA, GenX et leur mélange). Ceci afin de « veiller à ce que les déterminations et toute réglementation de l'eau potable qui en découle suivent la procédure légale prévue par le Safe Drinking Water Act ».

4. Un mémorandum présidentiel demande l'abrogation des normes fédérales sur la pression de l'eau

Le 9 mai, le Président D. Trump a [publié](#) un mémorandum ordonnant l'abrogation de plusieurs normes fédérales jugées inutiles concernant la pression et la consommation d'eau des équipements sanitaires et électroménagers. Dans une volonté de simplification réglementaire, le texte vise les règles établies depuis l'Energy Policy Act de 1992, qu'il accuse de rendre les appareils « plus coûteux, moins efficaces, et plus fragiles ». Le mémorandum cible notamment les normes sur les lave-vaisselles, robinets, douches, toilettes, urinoirs, ainsi que les lave-linge résidentiels et commerciaux.

Le Président demande au Secrétaire à l'Énergie d'user de toutes les autorités légales pour abroger ou réviser ces réglementations, de suspendre immédiatement leur application et de proposer sous 60 jours des recommandations législatives, incluant une possible abrogation de la loi de 1992 dans son ensemble.

5. Le Département de l'Énergie annonce une révision d'ampleur de la réglementation énergétique

Le 12 mai, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) la première étape de « l'effort de déréglementation le plus ambitieux de son histoire », avec la proposition d'éliminer ou d'assouplir 47 réglementations. Une fois finalisées, ces actions pourraient permettre aux contribuables d'économiser « environ 11 Md\$ et de retrancher plus de 125 000 mots du Code of Federal Regulations ». Cette initiative répond à l'engagement présidentiel de restaurer la liberté des consommateurs, de faire baisser les prix et de renforcer la domination énergétique des États-Unis. Selon Chris Wright, Secrétaire à l'Énergie, il aurait fallu plusieurs années au DoE pour supprimer ne serait-ce qu'un petit nombre de réglementations. Toutefois, grâce à l'impulsion du Président D. Trump, une équipe dédiée a été mobilisée et a permis d'obtenir des résultats concrets en un peu plus de 110 jours.

Les 47 mesures comprennent la suppression ou la révision de nombreuses normes imposées aux appareils électroménagers, des limitations en matière de construction et de production énergétique, ainsi que des exigences dites « DEI » (diversité, équité, inclusion) jugées non scientifiques pour les bénéficiaires de subventions. La liste complète inclut notamment :

- L'abrogation des normes de consommation d'eau pour les robinets, les douches et les lave-linges résidentiels ;

- La simplification des procédures pour les importations et les exportations de gaz naturel ainsi que des demandes d'autorisation pour les projets électriques transfrontaliers ;
- L'annulation des exigences en matière de déclaration, de certification, de vérification indépendante et d'examen par le DoE pour la déclaration volontaire des émissions de gaz à effet de serre ;
- La suppression des exigences d'économie d'énergie pour de nombreux appareils électro-ménagers ;

Le retrait de plusieurs produits de la liste des équipements couverts par des normes fédérales (climatiseurs portables, compresseurs, ventilateurs, etc.).

Brèves

- Le 15 mai, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) sa prévision de consommation mondiale de pétrole. Celle-ci devrait ralentir en 2025 et 2026, principalement en raison d'un affaiblissement de la croissance économique mondiale, notamment en Asie. L'EIA prévoit une croissance du PIB mondial limitée à +2,8 % pour ces deux années, ce qui correspondrait aux taux les plus faibles depuis 2008 (hors années exceptionnelles). Cette faible croissance impacte directement la demande de pétrole, qui n'augmenterait que de moins d'un million de barils par jour (b/j) par an, une situation inédite sur trois années consécutives.
- Le 13 mai, le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) une réforme qui vise à accélérer le processus de location des terres publiques pour les baux pétroliers et gaziers. Une directive du Bureau of Land Management (BLM) fixe notamment à six mois le délai d'examen des parcelles, contre huit à quinze mois auparavant. L'objectif est de faciliter l'accès aux terres fédérales.
- Le 13 mai, en marge d'une visite officielle du Président D. Trump, le Secrétaire américain à l'Énergie, Chris Wright, a [signé](#) deux accords avec l'Arabie saoudite, visant à renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie et des minéraux critiques. Le « Memorandum of Understanding (MoU) on energy cooperation » prévoit des partenariats dans plusieurs domaines dont le raffinage, la génération et le stockage d'électricité, le nucléaire civil et les technologies innovantes. Le « Memorandum of Cooperation (MoC) on critical minerals » établit un cadre pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques via des projets communs d'extraction, de traitement et de recherche.

Transport et infrastructure

6. Le Département des Transports conclut un accord avec l'État du Connecticut pour simplifier et accélérer les procédures d'autorisation des projets de transport

Le 15 mai, le Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) la signature d'un accord avec les autorités de l'État du Connecticut visant à simplifier et à accélérer les procédures d'examen et d'autorisation des projets de transport.

Selon le DoT, il s'agit d'« un [accord programmatique](#), le premier en son genre », établissant un processus d'examen fédéral unifié et déléguant certaines compétences à l'État fédéré, notamment en ce qui concerne l'évaluation, au titre du National Historic Preservation Act, des projets susceptibles d'affecter les sites et propriétés historiques. Le DoT estime que ce nouveau type d'accord pourrait raccourcir de six mois ou plus les délais d'exécution d'au moins 90 projets par an dans le Connecticut, citant notamment un projet de pont (Gold Star Memorial Bridge), de bus rapide (New Haven Bus Rapid Transit) et d'amélioration de service ferroviaire pour les voyageurs (service Metro-North Railroad sur la New Haven Line).

À cette occasion, le Secrétaire aux Transports S. Duffy s'est réjoui de la réduction des « formalités administratives coûteuses » et de la suppression des « examens environnementaux sans fin », se félicitant que « l'Amérique se remette à construire » (*America is building again*). Le Secrétaire adjoint aux Transports S. Bradbury a appelé de ses vœux l'adoption d'accords similaires avec d'autres États fédérés, décrivant cet accord comme « un bel exemple de l'approche de bon sens adoptée par le DoT afin d'éliminer les fardeaux administratifs inutiles, d'accroître le pouvoir des États fédérés et d'offrir aux Américains le système de transport sûr et efficace de classe mondiale qu'ils méritent ».

Le Commissaire aux Transports G. Eucalitto, représentant le Connecticut, a souligné que cet accord, « en simplifiant les procédures d'examen environnemental et en allégeant les formalités administratives », permettrait de « faire avancer plus efficacement les projets et, en définitive, de réduire les coûts ».

Industrie

Brèves

- La filiale américaine d'Anheuser-Busch InBev a [annoncé](#) le 12 mai un investissement de 300 M\$ dans ses opérations de production aux États-Unis. L'entreprise, dont le siège américain est à Saint-Louis, dans le Missouri, a investi plus de 2 Md\$ aux États-Unis au cours des cinq dernières années.

Distribution et divertissement

Brèves

- L'entreprise américaine de distribution d'articles de sport Dick's Sporting Good a [annoncé](#) le 15 mai un accord définitif pour l'achat du distributeur américain spécialiste des chaussures et vêtements de sport Foot Locker pour près de 2,4 Md\$. Foot Locker est actuellement présent dans 20 pays au travers de 2 400 points de vente.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. La commission de l'Agriculture de la Chambre des représentants adopte le volet agricole de la proposition de loi de réconciliation

Après plusieurs semaines de débats autour des coupes budgétaires du programme d'aide alimentaire [SNAP](#), la commission de l'Agriculture de la Chambre des représentants a [adopté](#) le 14 mai le volet agricole de la proposition de loi de réconciliation. Ce texte, approuvé selon les lignes partisans (29 Républicains pour, 25 Démocrates contre), permet de dégager une réduction des dépenses d'au moins 230 Md\$ sur la période 2025-2034 comme l'a [estimé](#) le Congressional Budget Office ([CBO](#)) par courrier daté du 14 mai au Président de la commission de l'Agriculture, G. Thompson.

Cette baisse de 230 Md\$ est constituée d'une part d'une réduction de dépenses comprise entre 290 Md\$ et 300 Md\$ sur le dispositif SNAP et d'autre part d'une augmentation de dépenses de 60 Md\$ en faveur des filets de sécurité pour les revenus des agriculteurs.

Les économies réalisées sur le SNAP s'appuient sur trois leviers principaux : un transfert de charge du coût du dispositif vers les États fédérés, une révision moins fréquente de la composition du [menu-type](#) qui permet de calculer l'allocation mensuelle pour les bénéficiaires, et un renforcement des exigences d'activité pour les adultes en bonne santé, âgés de 18 à 64 ans, sans personne dépendante à charge et notamment sans enfant de moins de 7 ans.

La principale source d'économie du SNAP pour le budget fédéral provient désormais d'un cofinancement des allocations versées aux bénéficiaires, imposé aux États. La part minimale de participation des États est fixée à 5 % mais sera fixée à un niveau supérieur pour les États qui enregistrent un [taux](#) élevé d'erreurs de paiements. À partir de l'exercice budgétaire 2028, les États dont le taux d'erreur de paiement se situe entre 6 % et 8 % prendront à leur charge 15 % des allocations qu'ils versent, 20 % si leur taux d'erreur se situe entre 8 % et 10 % et 25 % au-delà. Par ailleurs, la contribution des États au coût

de la gestion administrative du dispositif est également augmentée et portée de 50 % à 75 %.

Le texte approuvé par les représentants républicains de la commission de l'Agriculture prévoit 60 Md\$ de crédits supplémentaires sur 10 ans en soutien des revenus des agriculteurs. Ces crédits permettront d'une part de relever les actuels [prix de référence](#) des principales matières premières agricoles qui permettent de déclencher des paiements compensateurs en cas de crise et d'autre part de conforter le subventionnement public des [dispositifs d'assurance](#).

Brèves

- Malgré des efforts de [coopération](#) avec le Mexique pour éradiquer la lucilie bouchère, les États-Unis ont [suspendu](#) le 11 mai l'importation de bovins, chevaux et bisons vivants en provenance du Mexique. En effet cette mouche invasive du bétail ne cesse de progresser vers le Nord et est désormais détectée à environ 1 100 km de la frontière. Elle crée des dégâts sur le bétail à cause de ses larves en forme de vis communément appelées « vers du nouveau monde ». Les États-Unis avaient déjà bloqué les importations de bétail mexicain en 2024 à cause de ce parasite.
- Dans une tribune [publiée](#) par le New York Times du 14 mai qu'elle cosigne avec ses collègues de la Santé et des affaires sociales, du Logement et l'administrateur de Medicaid et Medicare, la Secrétaire à l'Agriculture B. Rollins affirme son souci que les aides sociales ne puissent être versées, sauf exceptions, à des adultes bien portants qui n'effectuent pas une activité professionnelle, une formation ou un bénévolat au moins 20h par semaine. Cette prise de position vient en appui des dispositions prises par les Républicains de la Chambre pour renforcer les exigences de travail des allocataires du SNAP dans la proposition de loi de réconciliation (*cf. supra*).
- Plusieurs association agricoles exportatrices dont le [NCBA](#) pour la viande bovine ou le [NCGA](#) pour le maïs, se sont réjouies de l'[accord commercial](#) conclu entre les États-Unis et le Royaume-Uni le 8 mai dernier qui élargit leur accès au marché pour la viande bovine et l'éthanol.

Propriété Intellectuelle

8. Le Bureau des droits d'auteur américain prépublie son rapport sur l'utilisation de produits protégés pour l'entraînement de modèles d'intelligence artificielle

Le Bureau des droits d'auteur américain a [prépublié](#), le 9 mai, son dernier rapport portant sur l'usage des produits protégés par droit d'auteur pour l'entraînement des modèles d'intelligence artificielle (IA).

Ce rapport s'interroge notamment sur les limites juridiques de l'application de la doctrine dite de « *fair use* » (utilisation équitable) sur des œuvres protégées par droit d'auteur pour l'entraînement des modèles d'IA. Dans sa conclusion, le rapport souligne notamment qu'il est essentiel de trouver des solutions pratiques pour soutenir l'innovation en cours lorsque l'utilisation des œuvres protégées ne peut être considérée comme équitable. Des accords de licences pour l'entraînement de l'IA, à la fois individuels et collectifs, apparaissent rapidement dans certains secteurs, bien que leur disponibilité soit jusqu'à présent irrégulière. Compte tenu de la forte croissance des licences volontaires et de l'absence de soutien des parties prenantes en faveur d'une modification de la législation, le Bureau des droits d'auteur estime qu'une intervention du gouvernement à l'heure actuelle serait prématurée. Les marchés des licences devraient plutôt continuer à se développer, en étendant les premiers succès à d'autres contextes dès que possible. Dans les domaines où il est peu probable que les lacunes restantes soient comblées, d'autres approches telles que l'octroi de licences collectives devraient être envisagées pour remédier à toute défaillance du marché.

Le lendemain, le 10 mai, le Président D. Trump a mis fin au mandat de Shira Perlmutter, Directrice du Bureau des droits d'auteur.

Le Bureau des droits d'auteur est un bureau dépendant de la Bibliothèque du Congrès, lui conférant une position non partisane et un rôle d'expert, libre de toute interférence et influence politique. La [législation](#) américaine (notamment 17 USC 701(b)(1), (b)(4)) précise que le Registre des droits d'auteur joue un rôle central dans l'élaboration de la politique fédérale en matière de droit d'auteur, conformément à sa responsabilité statutaire de « mener des études » et de « conseiller le Congrès sur les questions nationales et internationales relatives au droit d'auteur ».

Plusieurs élus démocrates ont dénoncé un licenciement illégal et souligné leurs inquiétudes concernant les raisons de ce licenciement. Ainsi, le représentant J. Morelle (D-New York) a publié une [déclaration](#) dès le 10 mai. Le lendemain, le sénateur Adam Schiff (D-Californie), *Ranking member* du sous-comité Propriété intellectuelle du comité Judiciaire du Sénat a également publié une [déclaration](#). Enfin, le 14 mai, l'ensemble des sénateurs démocrates du sous-

comité Propriété Intellectuelle a adressé une [lettre](#) au Président D. Trump.

Numérique et innovation

9. Les États-Unis et les Émirats arabes unis posent la première pierre d'un futur campus de l'IA à Abu Dhabi

Le 15 mai, les présidents des Émirats arabes unis et des États-Unis ont [posé](#) la première pierre d'un campus d'intelligence artificielle ayant vocation à accueillir à terme un cluster d'infrastructures de calcul de 5 GW à Abu Dhabi. Ce projet, présenté par le Département du Commerce comme « le plus grand en dehors des États-Unis », sera développé par G42 en collaboration avec des entreprises américaines pour aboutir à une plateforme régionale à l'usage des *hyperscalers* américains pour desservir le « sud global ».

Le partenariat s'appuie sur le « US-UAE AI Acceleration Partnership », un [accord intergouvernemental](#) conclu le 15 mai qui prévoit la mise en place par les EAU de protocoles stricts pour prévenir le détournement de technologies américaines, avec notamment des mesures de *Know-Your-Customer* renforcées pour réguler l'accès aux ressources de calcul.

Le Secrétaire au Commerce des États-Unis, Howard Lutnick, a souligné que cet accord était « une étape majeure afin de réaliser la vision du Président D. Trump pour une domination américaine de l'IA ».

10. Le président de la Federal Trade Commission annonce son intention de poursuivre la réduction des effectifs de son agence

Andrew Ferguson, président de la Federal Trade Commission (FTC), a [annoncé](#) devant la commission des Appropriations de la Chambre des représentants qu'il souhaitait poursuivre la réduction des effectifs de son agence, corrigeant ainsi ce qu'il a qualifié d'embauches « excessives » (*bloated*) sous l'administration Biden. Le président de la FTC a expliqué qu'un plan de départs volontaires et le phénomène d'attrition naturelle avait conduit à une première réduction du nombre d'agents de 1 315 à 1 221, avec un objectif d'atteindre 1 100 agents, qui consacraient moins de temps à la production de nouvelles réglementations.

Toutefois, A. Ferguson a souligné que l'attribution de nouvelles missions à l'agence pourrait accroître les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'agence, en référence au « Take It Down Act », en attente de signature présidentielle. Ce texte criminalise la diffusion d'images intimes non consensuelles, y compris les deepfakes générés par IA.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)